

# Vive l'impôt... pourvu qu'il soit juste!

## EXPRESS

### MODELE SCANDINAVE

Il existe une relation positive entre la **pression fiscale et le taux d'emploi**.

Qu'est-ce qui explique que **les Scandinaves** acceptent de payer des taux d'imposition si importants?

**Ils comprennent que l'argent n'est pas jeté par les fenêtres**, que l'impôt sert à financer des biens et services publics de qualité, qu'il s'agisse du système éducatif, des institutions publiques, du soutien décisif aux technologies qui viennent en appui de la compétitivité, de l'efficacité du marché du travail, des structures d'accueil des enfants et des seniors qui permettent aux travailleurs de concilier vie familiale et vie professionnelle, sans sacrifier l'une à l'autre.

**PHILIPPE LAMBERTS**

*Eurodéputé Ecolo, coprésident des Verts UE*

U cours des derniers mois, nous avons pu lire en première page des journaux des titres faisant frissonner le petit contribuable que nous sommes tous et qui subit inlassablement la rage taxatoire de l'État comme: «*La Belgique parmi les champions d'Europe de la taxation du travail et du capital*», «*Tax Freedom Day: le Belge travaille 217 jours pour remplir les caisses de l'État*». Et c'est finalement une formule prononcée par Gwendolyn Rutten, la présidente de l'Open VLD à l'occasion de la présentation des vœux de son parti, qui résume le mieux la conclusion à laquelle tous ces articles amènent: «*Des impôts plus justes sont des impôts plus bas*». Les institutions internationales semblent également convaincues que moins d'impôts est gage d'une plus grande efficacité économique.

### Une vérité à contre-courant

Un économiste de la prestigieuse London School of Economics, Henrik Jacobsen Kleven, a publié un article dans le très sérieux «*Journal of Economic Perspectives*» qui prend le contre-pied de cette conclusion intuitive et... hâtive. Kleven analyse la situation de la Norvège, de la Suède et du Danemark qui s'illustrent en tant que pays riches les plus taxés aux côtés de la Belgique.

Kleven conteste l'idée que plus la «pres-

sion fiscale» sur le travail est lourde, plus les intérêts économiques (compétitivité) et sociaux (chômage, emploi) d'une nation sont lésés.

En témoignent les classements réalisés par le World Economic Forum de Davos et la Banque mondiale qui positionnent ces pays parmi les plus compétitifs du monde!

Si trop d'impôt a pu pénaliser ces économies dans le passé, cette idée largement partagée et relayée ne rend plus compte de la réalité d'aujourd'hui car elle repose sur des données tirées des années 1990 lorsque s'appliquait un autre système fiscal. Entre-temps, celui-ci a fait l'objet de plusieurs réformes qui l'ont rendu plus efficace et qui ont réduit la possibilité de se rendre coupable d'évasion ou de fraude fiscales. Par ailleurs, la conclusion de la nocivité de la pression fiscale ne prenait pas en compte dans l'équation un élément qui est celui des prestations soumises à des conditions de ressources (comme beaucoup d'aides à la famille). Techniquement, celles-ci constituent un impôt implicite sur le travail. Pratiquement, elles visent à faciliter la vie des travailleurs en subsidiant des crèches, par exemple, ou les transports publics. Corrigeant cet «oubli» et refaisant les calculs avec des données plus récentes, Kleven montre qu'il existe une relation positive entre la pression fiscale et le taux d'emploi. Positive, oui!

Qu'est-ce qui explique alors que les Scandinaves acceptent de payer des taux d'imposition si importants? Ils comprennent que l'argent n'est pas jeté par les fenêtres, que l'impôt sert à financer des biens et services publics de qualité, qu'il s'agisse du système éducatif, des institutions publiques (comme la police ou des hôpitaux), du soutien décisif aux technologies qui viennent en appui de la compétitivité (le secteur public ayant été à l'origine des grandes innovations depuis les chemins de fer jusqu'aux nanotechnologies en passant par... l'iPhone), de l'efficacité du marché du travail, des structures d'accueil des enfants et des seniors qui permettent aux travailleurs de concilier vie familiale et vie professionnelle, sans sacrifier l'une à l'autre. À vrai dire, la Belgique ne se positionne pas trop mal non plus car, selon la Banque Mondiale, elle est le 2<sup>e</sup> pays au monde où la santé et l'éducation primaire est la mieux cotée et le 5<sup>e</sup> pour son enseignement supérieur et son système de formation continue.

Kleven pointe que la confiance réciproque que se portent les Scandinaves est l'élément crucial qui explique leur accepta-

tion des impôts. Elle est au cœur de la plus grande cohésion sociale et de la plus grande égalité sociale qui caractérisent ces pays. La confiance ne tombe pas du ciel et elle ne se décrète pas non plus: elle est un héritage du passé et une manifestation de la culture. Elle est d'autant plus forte que les individus qui composent un pays sont homogènes, éduqués, pacifistes et qu'ils nouent régulièrement des contacts entre eux, ce en quoi une petite démographie peut aider. Elle doit s'entretenir aussi. Et c'est là que les normes et institutions (lois, traditions et autres conventions sociales) interviennent pour les forger petit à petit.

Kleven montre également que l'acceptation à payer des impôts à des fins de solidarité interpersonnelle dépend de la conception qu'on se fait des personnes qui en sont les bénéficiaires: sont-elles dans cette position en raison de leur propre paresse ou pour des raisons qui les dépassent (conjuncture économique, mondialisation, discrimination dans l'accès aux connaissances ou à un emploi, etc.)? Les Scandinaves ne sont que 10 à 15% à considérer que les pauvres et les plus faibles sont responsables de leur situation. À l'autre extrémité, les Américains sont 60% à partager cette conception. (La Belgique ne fait pas partie des pays où le sondage a été réalisé.)

### **Recréer du lien social et de la confiance**

Payer beaucoup d'impôts n'est pas une vertu en soi. Cela n'a de sens que si cela profite à toute la société et, prioritairement, aux plus faibles. Par conséquent, alors que, en Belgique, la question d'un déplacement fiscal (tax shift) se pose depuis plusieurs semaines, contrairement à l'impôt sur la fortune rapidement disparu des écrans radars, il ne faudrait pas occulter la

question de la qualité des services fournis en échange des impôts payés. Ainsi, si l'on suit le mot d'ordre de Gwendolyn Rutten qui capte un état d'esprit général à l'égard de l'impôt, cela signifie qu'il faudrait réduire les financements des prestations sociales, de la santé et de l'enseignement qui constituent près des deux tiers des dépenses publiques. A contrario, si la culture et la confiance revêtent une telle importance pour la légitimation de l'impôt, il convient plus largement que les décideurs politiques cessent de prendre des mesures qui, in fine, font d'une partie de la population des citoyens de second rang. Pensons aux mesures exclusivement sécuritaires en réponse au climat anxiogène consécutif aux attentats de Paris, à l'interdiction des signes convictionnels (et pas seulement religieux) dans la fonction publique, aux plans d'activation à répétition qui ciblent toujours plus de personnes, alors que c'est l'emploi qui est manquant, au contrôle des compteurs électriques des chômeurs pour s'assurer qu'ils ne trichent pas, au soutien obstiné à la filière nucléaire au détriment des intérêts des générations futures...

Nous devons au contraire nous employer collectivement à recréer du lien social et sortir de cette culture de la suspicion généralisée, du «tous contre chacun».

L'économiste Henrik Jacobsen Kleven conteste l'idée que plus la «pression fiscale» sur le travail est lourde, plus les intérêts économiques (compétitivité) et sociaux (chômage, emploi) d'une nation sont lésés.